

« La rupture » selon Mme Royal... Elle devant, tous derrière ?¹

Ségolène Royal poursuit son cavalier seul ? En pistant Nicolas Sarkozy sur le terrain sécuritaire.

La gauche française peine à marquer son territoire et à profiter des faux pas d'une droite déliquescence ? Elle n'est toutefois pas avare de candidats. Voilà que José Bové est, lui aussi, preneur d'une candidature de la gauche alternative. Un segment où l'on se marche sur les pieds. Le paysan altermondialiste espère donc que la communiste Marie-George Buffet, le trotskiste Olivier Besancenot, l'introuvable champion des verts – voire la camarade Laguillier – l'appellent à la rescousse. Sans grande chance d'être entendu. Mais en ciblant ses adversaires. Sarkozy bien sûr. Mais aussi Ségolène Royal : « Avec elle on est clairement dans l'accompagnement du modèle économique libéral. »

Mme Royal semble se moquer comme de colin-tampon du club des aspirants socialistes à l'Elysée. Encouragée par les sondages, portée par l'essentiel des médias, elle est bien décidée à poursuivre sur sa lancée. Tous derrière et elle devant. Et, par-dessus tout ce petit monde, elle ne se reconnaît qu'un rival, le ministre de l'Intérieur, qu'elle a décidé de contrarier avec conviction sur son propre terrain : la sécurité. « Une socialiste orthodoxe réintroduit ces concepts honnis : ordre, famille, travail, punition » note ainsi l'hebdomadaire *Marianne*. « Chaque fois, de Clinton à Blair, ce discours sécuritaire a été comme la deuxième mâchoire d'une politique libérale » éditorialise la revue *Politis*.

Justement, Tony Blair est un exemple aux yeux de Mme Royal. Celle-ci a récemment décerné un brevet de « politique de gauche » à l'action du gouvernement britannique, saluée également par des dirigeants de droite comme MM. Berlusconi, Aznar, Bush ou le patron des patrons européens, le baron Ernest Antoine Seillière qui s'est exclamé : « Je suis un socialiste anglais ». Depuis lors, soit dit en passant, le New Labour a essuyé une véritable Bérézina électorale lors des élections municipales.

Petit rappel. Au début du mois de juin, la candidate autoproclamée se disait partisane d'une politique de « fermeté » prônant un encadrement militaire des jeunes primo-délinquants ou la mise sous tutelle des parents d'enfants dévoyés. Effet garanti. Tollé au sein de la « gauche de la gauche ». Et satisfaction à droite qui voyait ainsi légitimée la politique sarkozienne de drague aux électeurs du FN. Le ministre de l'Intérieur lançait à Ségolène Royal un vibrant « Bienvenue au club ».

Au PS, si une partie des éléphants ont marqué de la compréhension pour les dires « royalistes », d'autres, comme le député Claude Bartolone, ont réaffirmé que « séparer la question la sécurité de la question sociale est une faute considérable », qu'il s'agit de « régler dans la durée les problèmes du logement, de la politique de la ville, de l'emploi, de l'école, de la police de proximité. » Quant au PCF, il préférerait que l'on « parle culture, emploi, jeunesse, développement, plutôt que de marcher dans les pas de Sarkozy. »

Il est vrai que, dans le domaine social, également, Mme Royal se distingue. Elle vient ainsi de dresser un bilan plus que mitigé de la réduction du temps de travail, engagée naguère par la gauche au pouvoir. Tout cela n'ébranle pas la compagne d'un François Hollande qui passe de plus en plus pour le prince consort. Sa ligne est tracée : faire de la délinquance l'objet central du débat politique. Et mettre en scène un second tour présidentiel avant même que le premier n'ait eu lieu. D'où sa tactique, se placer délibérément sur les plates bandes de Sarko : « Il veut la rupture ? La rupture, c'est moi ». Le fait est que les sondages doivent la ravir. Ses propositions d'un « encadrement militaire » plaisent à une majorité de Français.

¹ Analyse parue dans le N° 273 du *Journal du mardi*, 20 juin 2006.

L'extrême droite se frotte les mains. « *Quant Ségolène Royal parle d'encadrement militaire, ça dédouane le Front national* », se réjouit Bruno Gollnisch, délégué général du FN.